

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2013)
Heft: 1

Artikel: La souveraineté aérienne nationale et nos politiciens : notre espace aérien doit pouvoir être contrôlé et, si nécessaire, défendu en toute situation même pendant plusieurs semaines à l'aide de moyens existants et nouveaux (le TTE)

Autor: Regli, Peter

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514764>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le JAS-39 *Gripen* à volé pour la première fois le 9 décembre 1988. 235 appareils ont été construits à ce jour.

Politique de sécurité

La souveraineté aérienne nationale et nos politiciens : Notre espace aérien doit pouvoir être contrôlé et, si nécessaire, défendu en toute situation même pendant plusieurs semaines à l'aide de moyens existants et nouveaux (le TTE)

Div Peter Regli

Dipl. ing. ETHZ, ancien divisionnaire et pilote de combat des Forces aériennes

Dans l'article ci-dessous, le remplacement de nouveaux avions de combat pour la Suisse est situé dans un contexte plus large. Le brouhaha médiatique inquiétant les citoyennes et les citoyens y est analysé et évalué. Bon nombre de ces critiques peuvent être attribuées aux mauvais perdants et malheureusement aussi à des règlements de comptes politiques. Il est nécessaire de former des alliances politiques et d'aller de l'avant ensemble avec enthousiasme pour garantir notre sécurité et notre souveraineté.

La Suisse, un modèle à succès

Notre pays est un modèle à succès ! Au cœur de l'Europe, entourée de pays de l'UE aux problèmes grandissants, la Suisse se distingue par son succès économique, sa stabilité financière, sa démocratie directe, l'ordre et le calme à l'intérieur du pays, sa prospérité et son niveau de vie élevé.

Grâce à un frein aux dépenses conséquent, nos finances d'Etat sont sous contrôle. L'économie est florissante, malgré un franc fort et d'énormes pressions de l'extérieur. Dans une situation internationale de plus en plus critique et explosive, c'est uniquement avec une sécurité garantie que notre modèle à succès est viable. La sécurité et la protection contre des menaces multiples sont toujours encore la condition préalable pour la liberté et du succès économique.

La sécurité nationale et ses réserves

D'assurer la sécurité nationale est le devoir de l'Etat. Les piliers de cette sécurité (le réseau national de sécurité de la Suisse) sont le service de renseignement, la police, la justice, le corps de garde-frontière, l'armée, le service de protection de la population ainsi que les organisations d'intervention d'urgence. La politique étrangère et économique contribuent aussi à cette sécurité.

Ces piliers de la sécurité nationale ne peuvent remplir leurs fonctions et effectuer leurs tâches de façon durable

que si l'on leur donne de manière très précise les moyens et les compétences nécessaires de façon permanente. C'est la politique à l'échelon de la Confédération et des cantons qui en est responsable.

Les événements des dernières années ont démontré que les capacités des autorités civiles des cantons et des villes arrivent à leurs limites au bout d'environ deux ou trois jours lors de manifestations d'envergure, de catastrophes ou de crises à durée prolongée. C'est alors que les autorités civiles, en grande détresse, font d'habitude appel à la Confédération qui mobilise ses réserves pour de telles situations : l'armée. Notre armée actuelle est multifonctionnelle. Elle est capable, en un minimum de temps, de soutenir activement et de façon subsidiaire les autorités civiles qui se trouvent en difficultés. L'armée est et reste le seul moyen qui peut être engagée dans tout le pays en cas de crise, de catastrophes et de conflits. Elle représente la seule réserve en matière de politique de sécurité du gouvernement fédéral.

La souveraineté sur l'espace aérien

La Suisse est un Etat souverain. Sur son territoire national, elle est responsable de la sécurité au sol et dans l'air. Il est donc nécessaire que l'espace aérien au dessus de notre pays soit surveillé, contrôlé et, au pire des cas, aussi défendu. C'est ainsi qu'est définie la mission de notre armée dans la Constitution fédérale. La souveraineté de l'espace aérien de la Suisse est administrée par l'Office fédéral de l'aviation civile. La réalisation pratique de la sauvegarde de la souveraineté de l'espace aérien de la Suisse est l'affaire de l'armée. Nos Forces aériennes garantissent cette souveraineté aérienne par tous les temps, 24 heures sur 24, jour et nuit, 365 jours par année. La sauvegarde de la souveraineté de l'espace aérien est une des tâches principales des Forces aériennes. Elles disposent pour cela de trois moyens : le contrôle de l'espace aérien (notamment les radars), la défense contre les avions (DCA) et les avions de combat. Pour l'identification d'objets volants pénétrant dans

notre espace aérien sans autorisation, on ne peut utiliser que des avions dotés d'un équipage. L'exercice quotidien de ces engagements d'interception et d'identification représente l'une des missions principales de nos pilotes de combat. Pour les engagements de jour et de nuit, par tous les temps et à grandes altitudes, nous avons actuellement 33 avions F/A-18 *Hornet* à disposition.

Des crises prolongées

La situation générale dans le monde, tout comme la situation en Europe, est continué de s'aggraver au cours de l'année passée. Personne ne sait quelles seront les influences de la situation économique et financière catastrophique dans un grand nombre d'Etats européens et quel impact auront des troubles sociaux sur la situation sécuritaire. La migration non contrôlée, la criminalité organisée, l'islamisme accompagné d'un terrorisme globalisé, l'extrémisme violent de droite et de gauche ainsi que la prolifération d'armes à destruction massive, la cyberguerre et d'autres menaces peuvent générer très rapidement des scénarios désagréables, difficiles à contrôler et interétatiques. Les gouvernements se retrouveront vite au bout de leurs propres possibilités. Ils pourront facilement perdre le contrôle des événements. Il est urgent de « penser à l'impensable » et de « s'attendre à l'inattendu. » Un pays dont le gouvernement ne fait jamais d'exercice de préparation aux crises et qui ne connaît les réflexions d'anticipation à long terme au sujet de la politique de sécurité que par ouï-dire court vraiment de gros et sérieux risques.

Lors d'une crise complexe et prolongée, il faut aussi pouvoir garantir la souveraineté de l'espace aérien. La Suisse aurait donc en permanence, 24 heures sur 24, au moins quatre avions de combat F/A-18 dans son espace aérien ; deux à l'Ouest, deux à l'Est du pays.

Au bout d'environ quinze jours, les 33 F/A-18 seraient cloués au sol. Ils devraient être révisés et éventuellement réparés suite au grand nombre d'heures de vol. Dans une telle situation, notre espace aérien resterait sans protection active et sans contrôle. La surveillance de l'espace aérien serait capable de constater des intrus. Mais elle n'aurait plus la possibilité de les identifier positivement et de les forcer à quitter notre espace aérien ou à atterrir. L'espace aérien suisse serait donc à disposition de tout un chacun. Notre pays ne pourrait plus remplir ses engagements internationaux d'Etat souverain.

Manifestations d'envergure

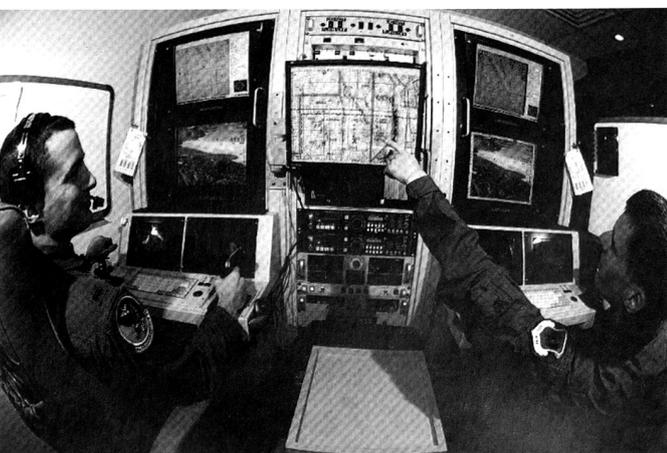
La souveraineté de l'espace aérien national doit aussi être garantie pendant des manifestations d'envergure telles que des conférences internationales (G8, Sommet de la Francophonie, WEF) et des événements sportifs (EURO 08, Jeux olympiques, Championnats mondiaux).

Les Jeux olympiques d'été 2012 à Londres, comme exemple actuel, ont montré que la sauvegarde de la sécurité nationale, respectivement la souveraineté de l'espace aérien national, ne pouvait être garantie que grâce à l'engagement des forces armées britanniques. Grâce au « Air Security Plan » sophistiqué, l'espace aérien au-dessus de Londres a été surveillé, contrôlé et sécurisé pendant les jeux par la collaboration d'entente



de capteurs (radars), de systèmes de DCA, d'avions de combat et d'hélicoptères. La souveraineté de l'espace aérien a ainsi pu être assurée 24 heures sur 24. A l'aide des moyens disponibles, avant tout les avions de combat et les hélicoptères (pour des cibles volant lentement), le plan d'opération avait prévu de dissuader, de poser des limites géographiques claires, de découvrir à temps, de décider et au pire des cas de combattre. Une grande importance revenait à la dissuasion (*deterrence*) avec le dispositif de défense publié de façon ciblée aux niveaux national et international. Les engins volants qui entraînent en ligne de compte pour violer la souveraineté de l'espace aérien étaient des avions modèles réduits, des drones, des avions de tourisme, des hélicoptères, des jets d'affaire et (dans le pire de cas) des avions de ligne détournés.

Pour l'opération OLYMPICS, les forces armées ont mis à disposition en tout 23'000 membres de l'Army, de la Royal Navy et de la Royal Air Force (2'500). Sur deux



Eurofighter *Typhoon* britanniques et dispositif de sécurité engagé pour la protection des jeux olympiques de Londres, été 2012.

aérodromes, les avions de combat armés *Typhoon* étaient en état d'alerte, prêts à l'envol en cinq et en dix minutes.

Remplacement partiel de la flotte de *Tiger* (TTE)

Nos Forces aériennes ont de grandes lacunes dans leurs effectifs. Les *Tiger* F-5, ne plus adaptés aux exigences actuelles, doivent être rapidement retirés du service et remplacés par un nouvel avion de combat moderne. 22 nouveaux avions doivent remplacer une partie des 54 *Tiger* encore disponibles. D'où la notion de « Remplacement partiel du *Tiger*. » [en allemand: *Tiger-Teilersatz* – TTE].

Au nom du Conseil fédéral, des spécialistes du DDPS (entre autres des pilotes d'essai, des ingénieurs, des acheteurs et des officiers d'état-major) ont reçu la mission d'examiner différentes variantes pour trouver une solution. Ce travail a été effectué pendant plusieurs années, de manière professionnelle, compétente, fiable et incorruptible, comme c'est l'habitude en Suisse. Vu la situation financière actuelle de la Confédération, le Conseil fédéral a décidé en décembre 2011 de se procurer 22 avions de combat suédois du type JAS-39 *Gripen* E. Cet avion remplit les exigences requises et il représente la solution la plus avantageuse au niveau du prix. Dans sa variante C/D, il vole actuellement dans l'armée de l'air suédoise et également en Hongrie, en Tchéquie, en Afrique du Sud et en Thaïlande. Le *Gripen* est un monomoteur, ce qui est, outre le prix plus avantageux, un grand avantage pour les services et les entretiens.

Avec le JAS-39 *Gripen*, on ne peut pas seulement défendre l'espace aérien mais aussi couvrir le domaine de la reconnaissance et du combat de cibles au sol. Ainsi, après l'abandon des Hunter et des Mirages de reconnaissance, nos Forces aériennes seraient de nouveau capables d'assurer activement et entièrement leur mission en temps de paix et lors de tensions ou de conflits.

Svenska Aeroplan Aktiebolaget (SAAB)

Pendant les périodes politiquement troubles de 1937 en Europe, la Suède a reconnu la nécessité de créer une propre industrie aéronautique pour devenir indépendant de l'étranger dans l'acquisition d'avions de combat pour son armée de l'air.

Le premier avion à réaction de production suédoise, ayant accompli son premier vol en mars 1947, a été nommé Saab J-21R. Ont suivi les avions de combat AJ-29 *Tunnan* (« tonneau volant »), le A-32 *Lansen*, le J-35 *Draken* (qui avait été pris en considération, lors de l'évaluation d'un nouvel avion de combat suisse, comme concurrent du Mirage III), le AJ-37 *Viggen* ainsi que son successeur le JAS-39 *Gripen*. Le *Gripen* est l'épine dorsale de l'armée de l'air suédoise actuelle et future (« Flygvapnet »).

L'industrie aéronautique suédoise a fait ses preuves pendant 75 ans comme constructrice d'avions de combats fiables, modernes et de haute valeur et s'est ainsi créée un excellent nom au niveau international.

On peut donc en toute confiance partir de l'idée que Saab sera capable de réaliser avec succès le développement du JAS-39 E, sur la base de son prédécesseur le JAS-39 C/D *Gripen* actuel, dans les décennies à venir. Il devrait être clair pour tout le monde que le *Gripen* Demonstrator de 2013 ne peut pas être identique à l'avion de série de 2018. Les concurrents *Rafale* (F) et Eurofighter (D) auront

également un autre aspect en 2018 suite aux programmes de mise aux normes. Cette manière d'agir pour accroître la valeur combative (KAWEST) pendant le cycle de vie d'un système d'arme est usuelle et nécessaire dans l'aviation militaire. Ainsi il existe par exemple la famille des F/A-18 *Hornet* avec les premiers modèles -A/B et aujourd'hui avec sa dernière version -E/F.

Nos partis et le Conseil fédéral

Suite à l'évaluation et la décision du Conseil fédéral, les adversaires du choix du type et de l'acquisition se sont – comme on pouvait s'y attendre – tout de suite fait remarquer. Les perdants de l'évaluation, parmi eux notamment le constructeur français, ont apparemment mobilisé des médias, des agences de relations publiques et certains politiciens pour mener campagne contre cette décision.

Dans son programme de parti d'août 2010, le parti socialiste suisse (PSS) s'est exprimé en faveur de l'abolition de l'armée suisse. Nos Forces aériennes représentent une partie essentielle de cette armée. Lors de l'acquisition du TTE, on pourra donc compter uniquement sur les représentants socialistes qui ont des antennes historiques dirigées vers la Suède et qui savent réfléchir de manière autonome. De même, une majorité des Verts suisses ne voudra pas soutenir ce projet pour des raisons idéologiques.

Restent donc avant tout les partis bourgeois: UDC, PDC, PLR et PBD. Concernant le TTE, il n'existe malheureusement pas encore de consensus visible et pas d'alliances claires.

Le Conseil fédéral reprend de plus en plus le rôle d'un bureau de relations publiques pour le « Groupe pour une Suisse sans armée » (GSsA). Il dirige la défense du pays depuis des années à travers les finances et les économies au lieu de se référer aux menaces réelles et aux besoins existants. Au cours des derniers 20 ans, le Conseil fédéral a chaque année fait des économies entre 46 et 273 millions de francs aux dépens de l'armée. Et cela toujours au profit des six autres départements. Les décisions financières pour la défense du pays se sont fait le plus souvent par le gouvernement sans avoir procédé à une évaluation réelle de la situation. Dernièrement, le Conseil fédéral s'est même servi – en utilisant l'argument des finances – du remplacement partiel du *Tiger* contre les réels et urgents besoins de nos forces armées terrestres.

Mettre à contribution le Parlement bourgeois

Il faut mettre à contribution la partie bourgeoise du Parlement, qui a toujours une majorité dans les deux Chambres. Elle doit insister pour que la décision parlementaire de l'automne 2011 (une armée de 100'000 hommes, 5 milliards de francs par an pour l'armée, ci-inclus l'acquisition du remplacement partiel du *Tiger*) soit respectée et réalisée par le Conseil fédéral. Les déviationnistes et les tireurs embusqués dans le parti du ministre de la Défense et dans la présidence du PLR doivent enfin abandonner leurs intérêts particuliers et soutenir la décision du Conseil fédéral concernant le type d'avion. Il faut rappeler aux sceptiques notoires



Les principaux avions de combat suédois, de haut en bas : le J-29 *Tunnan*, l'A-32 *Lansen*, le J-35 *Draken* et l'AJ-37 *Viggen*.

dans le camp bourgeois: celui qui ne veut pas trouver toujours des arguments, celui qui veut participer au

succès en cherchant des solutions! Les parlementaires doivent s'engager pour la sécurité de notre pays, exiger et encourager l'acquisition du TTE. Notre souveraineté de l'espace aérien doit pouvoir de nouveau être garantie de façon durable et crédible.

Citoyen/citoyennes et information

Avec son message sur l'armement de 2012, le Conseil fédéral a proposé au Parlement l'acquisition du TTE avec 22 JAS-39 *Gripen E* suédois. Dès le printemps 2013, le Parlement devra donc se prononcer là-dessus. C'est alors au chef du DDPS, aux fonctionnaires responsables, aux spécialistes et aux médias indépendants de présenter clairement la situation. Il faut encore une fois expliquer, de façon compréhensible et convaincante, au citoyen et à la citoyenne l'importance de la souveraineté de l'espace aérien. Le peuple devra être invité à suivre de façon critique les agissements de ses représentants politiques et de les accompagner avec son influence. Les représentants convaincus et engagés doivent chercher l'alliance bourgeoise, agir en multiplicateurs et s'engager publiquement de façon résolue et sans équivoque en faveur de l'acquisition du TTE.

Conclusion

L'évaluation pour le TTE a été menée correctement à tous égards. Cela a été confirmé par le président de la sous-commission de la Commission de sécurité, le conseiller national Thomas Hurter (UDC), après un examen détaillé et méticuleux du processus d'évaluation par Armasuisse et par les Forces aériennes.

Le temps entre la commande et la livraison des *Gripen E* devra être pallié par une remise en prêt d'une escadrille de *Gripen C/D* de l'armée de l'air suédoise. C'est une manœuvre habile de notre chef du DDPS. Ainsi nos pilotes pourront être reconvertis à un avion de combat moderne et insensible aux conditions météorologiques et seront préparés à temps au successeur moderne -E. La sauvegarde de notre espace aérien peut ainsi être renforcée rapidement et efficacement.

Le Gouvernement suédois a décidé le 17 janvier 2013, avec le soutien massif des socio-démocrates, de se procurer 60 avions de combat JAS-39-*Gripen E* pour l'armée de l'air suédoise. Cette décision positive qu'on attendait lie cependant la commande à un accord intergouvernemental valable entre la Suède et la Suisse pour l'acquisition de 22 avions pour nos Forces aériennes.

La décision du Conseil fédéral concernant le type d'avion est connue. Elle est appropriée. Notre espace aérien doit pouvoir être sous contrôle, et au pire des cas défendu, lors de toute situation critique, même pendant plusieurs semaines à l'aide des nouveaux moyens (le TTE) et des moyens existants.

Le dernier mot concernant l'acquisition du *Gripen* sera prononcé par le peuple, lors d'une votation fédérale qui aura probablement lieu au printemps 2014.

P. R.

*Traduction et débats par Jean-Paul Vuillemier/
Guntershausen b. Aadorf*

